

N° 0109 du 28 Janvier au 03 Février 2014 - Prix : 250 F CFA

DOSSIER ENERGIE/Branchement anarchique du courant électrique :

Et si Noupokou Danmipi, Folly-Bazi Katari le PCA de la CEET et Gnandè Djétéli le Directeur Général de la CEET habitaient à Zanguéra-Zopomahé ?



Des fils électriques anarchiquement installés qui parfois rasent même le sol et les habitations à Zopomahé



Noupokou Danmipi, Ministre de l'Energie



Folly-Bazi Katari, PCA de la CEET



Dr Gnandè Djétéli, DG de la CEET

Développement à la base :

Faure Gnassingbé a lancé officiellement le samedi dernier à Kara le Fonds National de la Finance Inclusive



Le Président Faure Gnassingbé au lancement

Libre Opinion

Le CST, un bateau... ivre qui conduit ses passagers au... cimetière ou en prison...



Dr David IHOU

POLITIQUE /Patrick Lawson donne un ultimatum au Gouvernement :

"Il faut que les élections locales se tiennent d'ici fin juin"



Patrick LAWSON, 1er Vice-président de l'ANC

Invité de la semaine

Les 9 vérités de Nicolas Lawson
"Nous voulons qu'on parle aux Togolais de ce qui les préoccupe d'abord et finalement on nous parle de locales, de présidentielle ... c'est malsain et diabolique !"



Nicolas LAWSON, Président du parti PRR

SOCIAL

La STT surfe sur la hausse du prix de l'essence



Mme Nadou LAWSON, coordinatrice de la STT

Lisez-nous

désormais sur le:

www.lemedium.info

avec:



Météo

Mardi 28 Janvier 2014

Matin:

Ciel peu nuageux
26°C

Après-midi:

Ciel peu nuageux
32°C

EDITO

Réduire les litiges fonciers

Le Togo est un pays qui dispose de larges espaces vacants. Il n'empêche : la spéculation foncière est de plus en plus forte. Un exode rural prononcé conduit les populations à se concentrer dans les villes. La population urbaine est de 38% du total de la population (2011). Le taux d'urbanisation est de 3% annuel (est. 2010-15) toutes les villes connaissent une forte croissance. Avec à Lomé: 1 754 589 habitants, à Sokodé: 115 692 habitants, à Kara: 110 623 habitants, à Atakpamé: 85 408 habitants, à Palmé: 81 924 habitants, à Dapaong: 55 286 habitants, à Tsévié: 53 831 habitants.

L'augmentation du prix des terrains suscite des convoitises qui génèrent un important contentieux. Dans son numéro de janvier, 'Reflets du Palais', le mensuel publié par la Cour d'appel de Lomé, donne la parole à Molgah Kadjaka, la présidente de la Chambre nationale des notaires.

Les transactions immobilières génèrent trop de contentieux qui encombrant les tribunaux (...). On estime que 80% des litiges devant nos tribunaux sont d'ordre foncier, explique Mme Kadjaka dans un long entretien.

Il existe des causes juridiques à ces procès. Comme toutes les sociétés en voie de modernisation, le Togo connaît un passage accéléré de la propriété collective à la propriété individuelle. Les ventes par les collectivités sont souvent remises en cause par des membres de la collectivité qui, de plus ou moins bonne foi, prétendent n'avoir pas été associés à la prise de décision.

Il est donc important que les transactions soient juridiquement "blindées" et que les tribunaux ne puissent pas remettre en cause des titres de propriété régulièrement acquis. La modernisation du service des titres fonciers et du cadastre effectuée ces dernières années commence à porter ses fruits. Il est aussi nécessaire que soit respecté le domaine public contre les appropriations privées.

L'insécurité foncière doit être combattue. Elle porte une atteinte à l'intégrité des personnes et des biens. Et la patronne des notaires met en garde : 'Aucun investisseur national ou étranger ne peut mettre son argent dans un pays où règne l'insécurité foncière. Dans ce contexte, il devient impérieux que tous les acteurs du foncier se retrouvent pour trouver les voies et moyens pour réduire les litiges fonciers'.

Koffi SOUZA



Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 22 37 86 99
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78

Directeur de la Publication :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Rédaction :
Jacques Komi SOLETE
Crédo TETTEH
Ekoué SATCHIVI
Dodo ABALO
Dezzy HUTCHNER
B. Ogouki ATA KPA
Infographie : JPB
Impression : ST Louis,
Douloussamé-LOME Tél : 9012 3730
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Léo AYIVI (90 19 70 25)

Libre opinion :

Le CST, un bateau... ivre qui conduit ses passagers au... cimetière ou en prison...

J'ÉTAIS l'un des rares analystes à redéfinir le CST (Collectif Sauvons le Togo), comme le CDT (Collectif Détruisons le Togo), après avoir vu l'orientation et les actes de ce Collectif. Les événements m'ont largement donné raison. Le CST a en effet conduit à la destruction des chaussées, des feux de signalisation, la fonte du goudron de nos chaussées, et causé des blessés, des inculpés et des incarcérés lors de ses manifestations de rues, sans compter son fameux "dernier tour de JERICHO", qui a abouti, comme dans la Bible (JOSUE 6) aux gigantesques incendies des marchés de Kara et de Lomé...

Plusieurs militants et sympathisants du CST sont d'ailleurs inculpés et d'autres incarcérés dans cette affaire d'incendies, dont nous attendons tous l'épilogue. Malheureusement, le sieur Yakanou est mort dans cette affaire et des femmes inconsolables, ont succombé de chagrin, à la perte de leurs biens, partis en fumée... Sur un autre plan, le CST a plombé l'opposition politique, comme nous allons le montrer tout au long de ce développement...

Lorsque vous demandez à Zeus Ajavon, Jil-Benoît Afangbedji et Raphael Kpandze Adjare, membres fondateurs du CST, de quoi ils veulent "sauver le Togo", ils ne vous donnent aucune réponse satisfaisante. Le Togo n'est pas la Centrafrique, la Somalie, le Mali, le Sud Soudan, le Congo, ou autres... Peut-être veulent-ils le sauver des flammes des incendies des marchés de Kara et Lomé ? Ici encore, aucune réponse sensée !

L'élection présidentielle de 2010 s'était déroulée sans anicroches, les législatives de 2007 et 2013 se sont passées presque à la perfection, les locales et la présidentielle de 2015 se préparent dans la sérénité... Alors, à quoi a servi et sert le CST ? Ce Collectif est construit sur des rêveries et l'obsession d'exister tout simplement, et se donner une importance qu'on n'a pas, et le résultat est dramatique : c'est un bateau ivre, piloté par un commandant de bord incompetent, limité juridiquement et politiquement, et qui a embarqué des passagers naïfs pour la prison et le tombeau...

Tout a commencé par l'exigence d'un dialogue ! Tout le monde veut un "dialogue" avec le président de la République, élu à 66% des suffrages exprimés. Des agoutis, des charognards, des rhinocéros, des phacochères, des biches, des sangliers, des jaloux, des ratés, des paumés, des aigris, des désœuvrés, des politiciens qui représentent à peine plus que la valeur des poils de leur pubis... tout le monde veut un "dialogue" ! On va parler de quoi au "dialogue", qui n'est prévu nulle part dans notre Constitution ?

Les législatives qui devaient se tenir en octobre 2012, s'approchaient à grands pas... Il fallait créer "le bordel" dans le pays, au lieu de préparer méthodiquement et sérieusement le scrutin pour obtenir une majorité absolue à l'Assemblée nationale...

Me Zeus AJAVON se propose pour cette tâche, aidé par quelques hommes politiques ternes, et quelques dirigeants d'associations de la société civile... Le pouvoir regarde toute cette gesticulation sans surprise, un sourire aux coins des lèvres, et laisse faire... Puis, Zeus Ajavon et les siens tombent dans leur propre piège ! Le pouvoir avait bien vu ! Le 12 juin 2012, la première grande manifestation du CST a lieu, réunissant 50.000 Loméens, et cela tourne Zeus AJAVON, qui, pris dans un tourbillon de paranoïa et d'auto satisfaction, déclare, quelque temps après :

"Nous n'irons pas au dialogue avec un pouvoir illégitime !"

Dans les laboratoires du pouvoir, on se frotte les mains !

Puis l'avocat enfonce le clou de la bêtise : "Nous n'irons au dialogue que pour débattre des conditions de départ du Président Faure !"

Au palais, on affiche de larges sourires ! Dans un autre pays, l'avocat aurait atterri directement en prison, pour tentative illégale de prise de pouvoir !

Puis, d'élocubrations en manifestations de rues, un tocard proposa au CST d'organiser une marche les 10, 11, et 12 janvier 2013, dans les rues de Lomé, dénommée "Le dernier tour de Jéricho..."

Le pouvoir, les chancelleries, et tout le peuple togolais (chrétiens, musulmans, animistes), se têtèrent sur la Sainte Bible, pour lire, Josué 6, ce qui suit :

"... (20) Le peuple poussa la clameur et on sonna le cor. Lorsque le peuple entendit le son du cor, il poussa une grande clameur, et le rempart s'écroula sur place ; le peuple monta vers la ville, chacun droit devant soi, et ils s'emparèrent de la ville. Ils vouèrent à l'interdit tout ce qui se trouvait dans la ville, aussi bien l'homme que la femme, le jeune homme que le vieillard, le taureau, le mouton, l'âne, les passants tous au tranchant de l'épée... (24) Quant à la ville, ils l'incendièrent, ainsi que tout ce qui s'y trouvait..."

Le seul gros problème pour Zeus Ajavon et les siens, c'est que les marchés de KARA et LOME ont brûlé pendant la même période de leur "dernier tour de Jéricho" !

"Qui a donné ce nom prémonitoire à ces manifestations du CST, et dans quel but ?"

Nous entendrons certainement cent

fois cette question, posée par le juge aux inculpés, le jour du procès !...

En matière de sécurité, il n'y a pas de hasard et comme nous le répétait l'instructeur :

"Même si c'est Jésus Christ qui se pointe, en chair et en os, devant vous, et vous dit que ceci est blanc ou noir, vérifiez Dr IHOU David quand même !"

Tous ceux ou celles qui ont fait une formation en matière sécuritaire connaissent cette recommandation...

Puis vint le scrutin législatif du 25 juillet 2013. Dans tous les pays où l'opposition ne marche pas sur le crâne, ce sont les associations de la société civile, les collectifs, et les fondations qui viennent en aide et en appui aux partis politiques et aux candidats et non l'inverse ! Au Sénégal, le collectif, "Il y en a marre" qui a soutenu Macky Sall, et qui le surveille aujourd'hui, comme du lait sur le feu !

Mais au Togo, ce sont l'ANC de Jean-Pierre Fabre, ADDI du Prof. GOGUE et d'autres, qui se mettent dans "le cul" du CST, et vont même aux législatives sous cette rubrique ! Résultats catastrophiques, avec 19 sièges sur 91 sièges, au total, et sur les 29 que glane toute l'opposition ! Juridiquement, c'est bien Zeus AJAVON, coordinateur du CST, qui devait être le chef légal de l'opposition (bien qu'il ne soit pas candidat à ce scrutin, il n'est pas juridiquement obligé d'être député avant de jouir de ces prérogatives) ! Après quelques petites querelles de clocher, Fabre hérite du fauteuil, mais il ne sait pas quoi en faire, et préfère sa messe du samedi sur la plage de Lomé, et les marches des trottoirs de la ville de Lomé ! Et celui-là veut présider aux destinées d'une nation !

Mais, bien avant ce scrutin, 37 personnes sont inculpées et certaines sont incarcérées. C'est au cours de cette incarcération que Mr Yakanou a perdu la vie. Curieusement, le CST ne nous présente pas sa part de responsabilité dans cette mort ! Mais, c'est connu au Togo, ce sont les autres qui sont responsables, jamais nous ! Au lieu de peaufiner la défense des incarcérés, Zeus Ajavon et ses amis font des marches, et réclament la libération sans procès des incarcérés ! Jamais vu cela dans aucun pays ! On a de la peine à croire que ce sont des avocats qui parlent ainsi ! S'ils sont coupables, il faut les libérer sans pro-



Dr IHOU David

cès ! S'ils sont innocents, il faut les libérer sans procès ! Et qui va payer, dans ce cas -là, les indemnités de détention arbitraire, ou abusive, si tel est le cas, pour certains ? Messieurs les avocats, c'est le procès qui prouve l'innocence des incarcérés et qui fixe le montant des dédommagements, et ils sont lourds, si les inculpés n'ont pas des avocats couillons ! D'autres militants du CST voudraient que le procès se tienne vite, au risque de tout bâcler ! Récemment, on a condamné à perpétuité deux coupables dans l'affaire des assassinats de jeunes filles, et on a acquitté deux autres accusés. Si le procès était bâclé, les 4 auraient été tous condamnés à la prison à vie ! Réfléchissez un peu, Messieurs les avocats de la défense des inculpés. Le délai d'un an n'est pas trop long dans une affaire aussi complexe que les incendies de KARA et de LOME, et les vrais coupables risquent de très lourdes peines ! Il y va de l'intérêt des accusés que leurs dossiers soient bien ficelés, et c'est votre job, Me Zeus AJAVON !

A moins que certains coupables ne craignent qu'il y ait procès, et qu'on les démasque...

Le 13 janvier ne sera plus un jour férié, chôme et payé, ainsi en a décidé le gouvernement. GILCHRIST OLYMPIO, le fils authentique, approuve et salue ce geste, après avoir fait la paix des braves avec Faure Gnassingbé. Aussitôt, le CST condamne. Vous êtes plus royaliste que le Roi, Zeus AJAVON ! A moins que vous ne soyez un fils naturel de Sylvanus Olympio ! Même dans ce cas, la position de Gilchrist prime ! La gestion du dossier familial Olympio, concerne, en priorité, la famille (épouse, fils et filles légitimes). Si la famille accepte, la phase suivante consistera à rapatrier les restes du défunt à Lomé, pour des funérailles nationales et un enterrement dignes de l'illustre disparu. C'est immoral de vouloir surfer sur la douleur des autres, pour des desseins obscurs inavoués !...

A suivre...

Togo/Marchés publics :
L'ARMP publie ce matin le rapport d'audit de l'année 2011

AFIN DE mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des marchés publics en vigueur dans la sous région, l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)-Togo a commandité l'audit des marchés publics passés au cours de l'année 2011, première année d'exercice de ladite Autorité.

Cet audit réalisé par deux cabinets indépendants, a fait l'objet d'un rapport qui devra être publié ce matin lors d'une conférence de presse à Lomé. La publication de ce rapport sera également une occasion pour



Mme Ayélé Datti, Présidente du Conseil de Régulation de l'ARMP-Togo tous les acteurs, partenaires techniques et financiers de jeter un regard critique sur les dispositions et procédures en vigueur édictées par le Code des marchés publics.

Nous y reviendrons !

La Rédaction



www.sogesti.net

Cabinet d'experts en système d'information-
Archivage-Sécurité-Formations-Assistance
Tel : 22 20 05 53 info @sogesti.net

www.emploi.togo

Pour trouver un emploi et recruter rapidement

www.marchespublicstogo.com

Liste des marchés publics et privés en temps réel.

www.togoentreprise.com

Annuaire des entreprises et recherche de partenaires

www.pcreom.ch

Vente de serveurs-scanners pro-bureautique

www.easydnatogo.com

Spécialiste des tests ADN

DOSSIER ENERGIE/Branchement anarchique du courant électrique :

Et si les Ministres de l'Energie Noupokou Danmipi, Folly - Bazi Katari le PCA de la CEET et Gnanè Djétéli, le Directeur Général de la CEET habitaient à Zanguéra-Zopomahé ?

LE CANTON de Zanguéra Zopomahé se situe entre Zossimé, Kohé et Zanguéra. Y vivent depuis des années de simples citoyens togolais qui entre sueur et bravoure sont parvenus malgré les moyens limités à s'offrir un toit et une habitation pour leurs familles.

Ces familles qui donnent ainsi vie au canton de Zopomahé sont malheureusement sevrées de l'énergie électrique normale. Elles sont à la merci depuis, des " toiles d'araignée " avec tous les dangers.

Les décideurs de l'extension du courant électrique ont démontré toutes leurs capacités d'action. C'est ainsi donc que le courant électrique n'est étendu qu'à Zossimé et Kohé. Zopomahé qui se retrouve entre ses deux autres contrées est complètement oublié, délaissé à dessein.

Les toiles d'araignée pour Zopomahé

Comme cette contrée est délaissée et les populations y habitant, soucieuses de l'avenir de leurs enfants et de leur bien être et conscientes de l'utilité de l'énergie électrique dans leurs activités de tous les jours sont non seulement condamnées aux "toiles d'araignée" pour espérer avoir de l'énergie électrique mais également exposées aux dangers que comporte ce système.

Une demi-journée à Zopomahé révèle au grand jour les limites d'actions de la CEET, du Ministère de l'Energie et de l'Autorité de Réglementation du Secteur de l'Energie (ARSE). Bien plus, le manque de vision et de mission de la CEET est gravement exposé.

Rappelons ici qu'à part Zopomahé, d'autres quartiers de Lomé et environs vivent également les tristes réalités.

A Zopomahé, l'inaction de la CEET est perceptible même par un aveugle. Comment comprendre que la CEET amène le courant électrique en bonne et due forme tout près à Zossimé et à Kohé et décide de ne pas poursuivre l'extension aux pauvres habitants de Zopomahé.



Noupokou Danmipi, ministre de l'Energie

Malgré donc les nombreuses démarches de ces populations envers la CEET, c'est un total désintérêt qui en est la réponse. Une réponse que d'aucuns assimilent à la non présence dans le coin de personnalités, de ministres et des responsables de la CEET.

ET SI LES MINISTRES de l'Energie Noupokou Danmipi, FOLLY BAZI Katari le PCA de la CEET et le Directeur Général de la CEET habitaient à Zanguéra-Zopomahé ?

Aujourd'hui, à converser avec les habitants de Zopomahé qui ne savent plus à quel saint se vouer, et à force de chercher à comprendre pourquoi cette contrée entre Zossimé et Kohé, qui, elles, ont allègrement le courant électrique et dont les lignes ont été renforcées récemment par des transformateurs, le répertoire et l'échantillonnage en disent malheureusement long.

Aucune personnalité politique n'habite Zopomahé. Pas de ministres du Gouvernement, de Directeurs de Cabinet, pas de Directeurs généraux et premiers responsables de la CEET et de son Conseil d'Administration.

Les MINISTRES de l'Energie Noupokou Danmipi, FOLLY BAZI Katari le PCA de la CEET et le Directeur Général de la CEET habitaient à Zanguéra-Zopomahé.

Si et seulement ces responsables habitaient Zanguéra Zopomahé, assurément les toiles d'araignées n'y exis-



Dr Gnanè Djétéli, DG de la CEET

teraient plus. Les populations de cette contrée à quelques kilomètres juste de Lomé auraient de l'électricité à loisir et pourraient abandonner leur envie de s'abonner au branchement anarchique du courant électrique.

Les enseignants qui y vivent, se plaindraient moins et arriveraient à préparer aisément leurs cours et surtout corriger comme cela se doit les copies et cahiers d'évaluation de leurs élèves. Parlant des élèves, ces derniers aussi ne seront plus obligés de faire des kilomètres à la recherche de poteaux électriques de la CEET pour apprendre leurs leçons et faire leurs devoirs de maison. Ces élèves dont malheureusement les parents n'ont même pas les moyens d'installer " les toiles d'araignées ", ne seront plus contraints de rallier les maisons de leurs camarades à la quête du précieux sésame qu'est devenu le courant électrique à Zanguéra Zopomahé.

Que dire de l'ARSE ?

L'Autorité de Réglementation du Secteur de l'Electricité (ARSE) peut être " saisie par tout client ou groupe de clients lorsqu'il estime que la CEET n'a pas rempli ses obligations au titre du Règlement Technique de Distribution ".

Dans le cas précis de ses zones qui sont délaissées en fourniture de courant électrique, il sied en plus de sa mission première que l'ARSE s'investisse véritablement afin que les populations des zones oubliées puissent avoir très rapidement le courant électrique, pas les " toiles d'araignées ".



Folly Bazi Katari, PCA de la CEET

Que font les responsables de la CEET de la promesse du Chef de l'Etat lors d'une campagne présidentielle de fournir le courant toute la zone de Zanguéra y compris Zopomahé ?

A bien ausculter les politiques d'actions des responsables de la CEET à cette date, nous pouvons aisément dire que cet appel du Chef de l'Etat à leur endroit à travailler afin que le courant électrique devienne une réalité à Zopomahé et environs est tombé dans des oreilles de sourds. En faisant cette promesse aux populations de Zopomahé et environs, le Chef de l'Etat invitait justement les premiers responsables de la CEET à faire leur devoir, mieux accomplir leurs missions.

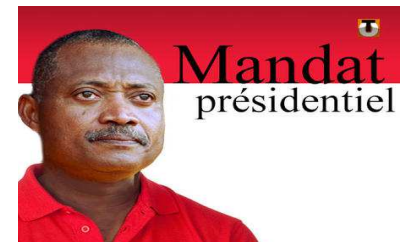
Il s'était agi également pour le chef de l'Etat au moment de la promesse de démontrer l'existence de cette volonté politique à faire du courant électrique une réalité dans tout Zanguéra et environs. Reste alors cette volonté technique et cette conscience professionnelle des responsables de la CEET à mettre tout en œuvre de leurs côtés pour concrétiser cette promesse de la plus haute Autorité du pays. C'est ce qui semble être au ralenti et qui malheureusement condamne les pauvres populations de Zopomahé au branchement anarchique du courant électrique depuis plus une décennie.

Précisons que " l'accès à l'énergie devrait être un droit fondamental pour chaque personne et une priorité pour les plus hautes autorités dans tous les pays " dicit Harold Hyunsuk Oh, le Président du Forum mondial de l'énergie le 22 octobre 2013 à Dubai.

ET SI LES MINISTRES de l'Energie Noupokou Danmipi, FOLLY BAZI Katari le PCA de la CEET et le Directeur Général de la CEET habitaient à Zanguéra-Zopomahé ? Accepteraient-ils d'alimenter leurs foyers avec les toiles d'araignées ? A suivre...
Crédo TETTEH

Zozo

POLITIQUE / LA LOI INTERDIT UNE APPLICATION RÉTROACTIVE D'ELLE-MÊME



Jean-Pierre Fabre, Pdt ANC

De retour à la plage samedi dernier pour la traditionnelle manifestation hebdomadaire instaurée il y a 4 ans, le chef de l'ANC, Jean-Pierre Fabre, a réclamé une limitation du mandat présidentiel à deux termes de 5 ans. Il a également demandé au chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, de s'abstenir d'une nouvelle candidature en 2015. Menaçant, Fabre a indiqué que si tel n'était pas le cas, 'chacun devrait en tirer les conséquences'.

Il ne fait aucun doute que Jean-Pierre Fabre sera candidat à la présidentielle.

Pour ce qui est de la limitation du mandat, la réforme constitutionnelle doit être examinée par les députés. En tout état de cause, il ne peut y avoir de rétroactivité en la matière.

POLITIQUE / KANTÉ - TANDJOUARÉ : 80 MILLIARDS D'INVESTISSEMENT



Le tronçon routier Kanté-Tandjouaré (200km) sera entièrement réhabilité, vient d'annoncer Ninsao Gnofam, le ministre des Travaux Publics et des Transports. Durée des travaux : 36 mois.

"C'est une route par laquelle transite l'important du trafic vers les pays de l'arrière-pays. C'est pourquoi nous avons décidé d'une modernisation totale", a expliqué M. Gnofam

Les pelleteuses étaient déjà à l'œuvre sur la section Tandjouaré-Cinkassé, mais compte tenu de l'état de délabrement de la nationale N°1 à partir de la ville de Kanté, le gouvernement a décidé d'étendre la rénovation aux 200 km.

Les travaux sont estimés à 80 milliards, cofinancés par l'Etat et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD).

Nos remerciements aux agences savoirnews, afreepress et republi-coftogo pour leur collaboration

POLITIQUE / Patrick Lawson donne un ultimatum au Gouvernement :

"Il faut que les élections locales se tiennent d'ici fin juin"

LES ÉLECTIONS locales doivent se tenir "d'ici fin juin", afin que "les togolais sentent leurs élus plus proches d'eux", a déclaré Patrick Lawson, le premier vice-président de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC, opposition).



Patrick Lawson, 1er Vice-Pdt ANC

"Qu'on ne nous parle pas de manque d'infrastructures. Où logent aujourd'hui les délégations spéciales ? Je crois qu'en organisant ces élections locales, les Maires élus, de même que les Conseillers préfectoraux vont s'investir eux-mêmes pour améliorer leur cadre de travail", a-t-il souligné.

Selon lui, la communauté internationale est prête à accompagner le Togo dans l'organisation de ces élections.

"La communauté internationale a

de l'argent pour la coopération décentralisée. Elle veut ces élections là. Il faut que ces élections se tiennent pour que les togolais sentent leurs élus plus proches d'eux. Cela leur apportera un peu de réconfort. Ces élections sont importantes pour nous", a précisé M.Lawson,

A en croire ce dernier, le pouvoir en place a "peur" d'organiser ces élections, au regard des résultats obtenus par l'opposition lors des législatives de juillet dernier.

"Je les comprends. Quand ils voient les résultats que nous avons obtenus dans les chefs lieux etc... il y a de quoi avoir peur d'organiser les locales", a soutenu le vice-président de l'ANC.

Le 31 décembre dernier, le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé avait affirmé que ces élections locales "font partie des défis majeurs que nous devons relever", souli-

NOTE DE LA REDACTION

La Rédaction du Journal " LE MÉDIUM " présente toutes ses excuses à la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale.

En effet, dans sa parution N°108 du 21 Janvier 2014 et dans l'article relatif à la bastonnade de notre confrère Thémanou Kossi de la rédaction de Focus Infos, nous avons par erreur écrit que les " agents indéclicats " étaient des gendarmes. Ce qui n'était pas le cas.

Les agents en question et actuellement mis aux arrêts étaient :

- un Brigadier de Police
- et Un Adjudant Gardien de Préfecture.

Rappelons tout de même que l'Opération Entonnoir Ad'hoc est une Unité mixte composée de Gendarmes, de Policiers, de Gardiens de Préfectures et de Douaniers.

Logée dans l'enceinte de la gendarmerie Nationale, cette Unité est commandée par un Commissaire de Police.



Dans les rangs du Collectif d'opposition 'Sauvons le Togo', ce n'est pas la franche camaraderie. L'un de ses dirigeants s'en prend plein la figure depuis plusieurs mois. La victime ? Agbéyomé Kodjo, leader du parti Obuts.

Il est accusé par ses amis de jouer double jeu en tentant de se rapprocher du pouvoir. On lui prête également l'intention de se présenter à l'élection présidentielle de 2015 ; une initiative qui déplaît fortement à Jean-Pierre Fabre autoproclamé 'candidat naturel' de l'opposition en raison du score obtenu lors des législatives.

Certains leaders du CST accusent même, certes à demi mot, Agbéyomé Kodjo d'avoir pris une part active dans l'organisation des incendies criminels des marchés de Kara et de Lomé en janvier 2013. L'ambiance est lourde. On ignore pour le moment quelle sera l'attitude de l'ancien Premier ministre. Va-t-il rester au sein du Collectif malgré les critiques sévères ? Reprendra-t-il sa liberté dans la perspective des présidentielles ?

Les semaines qui viennent devraient apporter un début de réponse.

REPOUSSER LES FRONTIÈRES DE L'EXCLUSION FINANCIÈRE AVEC LE FNFI

Telle est l'ambition du Fonds national pour la finance inclusive, officiellement lancé samedi au Palais des congrès de Kara par le président de la République.

L'objectif est de parvenir, d'ici 5 ans, à créer des emplois, à stimuler les activités génératrices de revenus et à aider au développement des micro-entreprises en accordant plus facilement des financements.

Au Total, 2 millions de personnes pourraient en bénéficier.

Faure Gnassingbé est parti d'un constat simple : très peu de Togolais, notamment les plus défavorisés, ont accès aux services financiers de base, ils sont également exclus du secteur bancaire traditionnel.

Le Fonds se veut une réponse institutionnelle. Le projet est piloté par le ministère du Développement à la base.

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la Banque africaine de développement (BAD), l'Union Européenne se sont engagés à accompagner le projet.

'Le Fonds traduit l'engagement du gouvernement à lutter contre la pauvreté', a souligné le représentant de l'UE, Nicolas Berlanga-Martinez. L'idée d'un Fonds de cette nature n'a rien d'utopique.

Développement à la base :

Faure Gnassingbé a lancé officiellement le samedi dernier à Kara le Fonds National de la Finance Inclusive

Le Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI), créé pour rendre accessibles les services financiers aux plus pauvres, par l'entremise des banques et des Institutions de micro-finance, a été officiellement lancé samedi dernier à Kara (environ 420 km au nord de Lomé) par le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé.

Créé en décembre dernier par décret pris en Conseil des ministres et placé sous tutelle du Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, le FNFI a un statut d'Etablissement public à caractère financier.

Les autorités togolaises se sont appuyées sur l'expérience béninoise pour mettre sur pied cette structure.

Plusieurs personnalités dont des diplomates et représentants d'organisations et Institutions financières internationales ont assisté à la cérémonie au Palais des congrès de Kara. Parmi ces personnalités: Nicolas Berlanga-Martinez (Chef de la Délégation de l'Union européenne au Togo), Joseph Weiss (ambassadeur d'Allemagne au Togo), Robert Whitehead (ambassadeur des Etats-Unis au Togo), Serge Marie N'guessan (représentant résident de la Banque Africaine de Développement /BAD au Togo), et Mme Khardiata Lo Ndiaye (Coordonnatrice résidente du Système des nations Unies et Représentante résidente du PNUD au Togo).



Le Président Faure lors du lancement du Fonds National de la Finance Inclusive

Une délégation béninoise conduite par Reckya Madougou (ancienne ministre béninoise de la microfinance et de l'Emploi), était également dans la salle.

Selon le chef de l'Etat togolais, la lutte contre la pauvreté est d'abord de la responsabilité des togolaises et des togolais.

"Nous ne pouvons pas laisser dans notre pays, les pauvres s'appauvrir davantage. Une des réponses que nous apportons, c'est justement la mise en place de ce Fonds", a souligné Faure Gnassingbé.

Ce dernier a marqué son "total engagement" pour la réussite de ce projet : "Tout ce que le gouvernement pourra faire, il le fera pour que ce Fonds soit une réussite. Nous sommes

au service de la population, surtout les populations les plus vulnérables".

Il a invité les femmes à soutenir ce Fonds, en respectant les règles et les procédures de remboursement des crédits qui leur seront octroyés.

"Nous serons plus ambitieux. Mais ce Fonds ne réussira pas si vous ne nous soutenez pas. Soutenez-nous, parce que c'est vous qui êtes à l'avant-garde du combat contre la pauvreté. Le plus important, c'est de respecter les règles quand vous prenez l'argent", a souligné le chef de l'Etat, avant d'ajouter : "soyons déterminés et ambitieux".

Notons qu'avant le lancement du FNFI, des séances régionales d'informations des communautés à la base se sont déroulées dans plusieurs villes

du pays, afin de permettre aux populations de cerner tous les contours du projet.

Le FNFI a pour objectif de toucher en 5 ans, environ deux millions de bénéficiaires en termes de créations d'emplois, des activités génératrices de revenus, des micros, très petites, petites et moyennes entreprises.

Financé actuellement sur fonds propres de l'Etat, le FNFI compte à terme diversifier ses sources de financement en mobilisant des Partenaires Techniques et Financiers notamment la BOAD, la BAD, la BIDC, la Banque Mondiale et le Système des Nations Unies qui ont déjà donné leur adhésion à ce nouvel instrument au service des populations.

Rappelons que le secteur de la microfinance s'est développé rapidement au Togo au cours des dix dernières années avec une clientèle qui est passée de 62.400 bénéficiaires en 1995 à 312.995 en 2004 puis à 1.333.934 au 30 juin 2013.

Cependant, ces Systèmes de Financement Décentralisés sont inégalement répartis sur le territoire national, éloignant du coup les populations des services financiers de proximité du fait d'insuffisance de mécanismes d'accès à distance aux services financiers.

Le FNFI devra prendre également en compte les questions de ressources à coûts raisonnables pour les crédits mais aussi la garantie des opérations sur les activités jugées risquées.

PROJECTEUR SUR LE DEVELOPPEMENT A LA BASE

1- Rappel des attributions et priorités sectorielles du ministère.

Le Ministère du Développement à la base de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes est responsable de la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de promotion du développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes.

A ce titre, il est chargé d'impulser la dynamique nécessaire pour promouvoir et soutenir le développement harmonieux des communautés à la base et de s'assurer de la prise en compte des préoccupations des communautés à la base dans les politiques et stratégies de croissance pour la réduction de la pauvreté.

Il veille au renforcement des capacités des communautés et organisations à la base, notamment les CVD, les CDQ, les groupements/ sociétés coopératives, associations et de leur accès à des mécanismes appropriés de financement de leurs initiatives.

Il mobilise, en collaboration avec le Ministère des Affaires étrangères et de la coopération, le Ministère de l'Economie et des Finances et le Ministère chargé de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du Territoire les ressources nécessaires pour le financement des initiatives de développement à la base.

Il élabore avec les ministres concernés, le plan de formation des jeunes. Il traite de toutes les questions relatives à l'encadrement et à l'emploi des jeunes, à leur insertion socio-économique, à leur participation à la prise des décisions et à leur intégration dans le processus de développement et de construction nationale.

Enfin, il veille à la mise en valeur de l'artisanat en créant les conditions favorables à son essor et en garantissant aux artisans l'accès à un système de formation pertinente et à des mécanismes



Mme Victoire Dogbé, ministre du Développement à la Base mes de soutien et de promotion.

2- Le Projet de Soutien aux Microprojets Communautaires (PSMICO)

Le centre d'intérêt du projet est l'appui au processus de mise en place et de gestion des infrastructures socio-collectives pour satisfaire durablement les besoins des populations des communautés à la base.

Il est prévu dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, la planification locale, la réalisation des infrastructures sociocommunautaires et le renforcement des capacités des acteurs locaux pour la gestion des ouvrages.

Pour le compte de l'année 2013, la mise en œuvre du projet s'est poursuivie avec :

- Le suivi et la clôture de microprojets d'infrastructures socio communautaires démarrés en 2012 et non achevés dans les localités de, Tchiglé, Lassah bas, Lama haut, Pya, Bohou, Awandjélo, Pagala gare, Anié, YébouYébou, Atakpamé, Tado, Kpékplémé, Okougnowou, Avétonou, Assahoun, Agou, Togblékopé, et Agbanakin. Ces ouvrages sont composés de 30 hangars de marché type préfectoral, 3forages, 2 boucheries, 2 dépotoirs, 10 magasins de stockage, 2 blocs administratifs, 7 blocs latrines et 3 bâtiments scolaires.
- Le démarrage de l'exécution de

divers microprojets au profit de 18 nouvelles communautés à savoir : Kouampante, Tandjouaré, Gando, N'Tienta, kabou, Natchikpil, Komah, Kpagalam, Adjengré, Médoui, notsé, Agbélové, Djagblé, Ahépé, Tsévié, Tabligbo et Akpadéyi.

3- Le Projet de Développement Communautaire dans les quartiers vulnérables de Lomé (PDC-Lomé)

Ce projet a pour but d'accompagner les populations des quartiers les plus défavorisées à mieux se prendre en charge pour assurer leur développement et contribuer au développement du pays.

Pour ce faire le projet opère au travers de quatre composants : (i) la planification des actions de développement des quartiers, (ii) la mobilisation des ressources, (iii) la réalisation des infrastructures socio communautaires et (iv) le renforcement des capacités.

4- Le Projet de Soutien au Activités Economiques des Groupements (PSAEG)

Ce projet est initié en vue de contribuer à l'amélioration des revenus des membres de groupements et à la promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural à travers l'appui à l'installation de jeunes entrepreneurs.

Plus spécifiquement, il est destiné à :

- Renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles des groupements,
- Renforcer les capacités productives des groupements,
- Renforcer les capacités entrepreneuriales et de gestion des membres des groupements,
- Appuyer le développement et la promotion de micro entreprises rurales et des activités génératrices de revenus,
- Appuyer l'accès des membres des

groupements aux services de microcrédits de proximité adaptés.

5- Le Programme de Développement des Plateformes Multifonctionnelles (PTFM)

Il est question à travers ce programme, de contribuer à l'accroissement des revenus et à l'amélioration des services sociaux de base (éducation, santé, hydraulique) en faveur des populations rurales, à travers un accès élargi aux services énergétiques.

- Contribuer à l'augmentation des revenus des populations à la base par une meilleure valorisation des productions agroalimentaires.

- Contribuer à la modernisation des infrastructures communautaires d'accès aux services sociaux de base par la plateforme,

- Développer des synergies intersectorielles et des partenariats techniques notamment dans le domaine technologique dans le but de renforcer les chaînes de valeur dans les filières porteuses en priorité dans le secteur agroalimentaire,

- Développer les capacités des parties prenantes et mettre en place un cadre institutionnel efficace.

Pour le compte de l'année 2013, le programme a prévu l'installation de 25 plateformes. Dans cette perspective, il a été conduit 46 pré-études et 32 études de faisabilité participatives.

6- Le Programme de Développement Communautaire(PDC)

L'objectif du programme est de réaliser au profil des communautés démunies, des infrastructures socioéconomiques de base améliorées, de les aider à initier des activités génératrices de revenus et des activités à haute

Reclamez tous les mardis votre hebdomadaire "Le Médium" dans les kiosques et chez vos marchands de journaux. Prochaine parution le mardi 03 Février 2014

Programmation du 11ème Fonds européen de développement (FED) :

Poursuite des discussions pour le renforcement du dialogue entre l'UE et le Togo

LES AUTORITÉS togolaises et l'Union européenne (UE) ont poursuivi la semaine dernière, les discussions pour le renforcement du dialogue dans le cadre de la programmation du 11ème Fonds européen de développement (FED) ou document de stratégie pays/programme indicatif national 2014-2020 (DSP/PIN), avons-nous appris vendredi dernier auprès de la Délégation de l'UE au Togo.



Nicolas Berlanga-Martínez, Chef de la Délégation de l'UE au Togo

par le ministre de la planification, du développement et de l'aménagement du territoire Mawussi Semodji.

Environ 142 milliards de F.CFA (216 millions d'euros) seront débouqués par l'Union européenne (UE) en faveur du Togo pour la période 2014-2020 au titre du 11ème FED. L'aide européenne au Togo s'est alors accrue de 70% par rapport au montant alloué initialement lors de la programmation du 10ème FED (2008-2013).

Par ailleurs, M. Didier Versé, Chef d'Unité "Afrique de l'Ouest" à la Direction Générale du

Développement et de la Coopération de la Commission européenne (DEVCO) a séjourné du 20 au 22 janvier 2014 au Togo.

Ce dernier a rencontré les autorités Togolaises, les partenaires techniques et financiers (PTF) ainsi que les Ambassadeurs des Etats membres de l'Union européenne accrédités au Togo.

Afin d'identifier les besoins des populations togolaises, il s'est rendu en particulier à Atakpamé où il a rencontré les acteurs locaux de développement dont la société civile, le quadrilogue (Comité de développement de quartiers; associations de collecte de déchets, ...), mais aussi pour apprécier la mise en œuvre des projets dans le cadre du 10ème FED, souligne le communiqué.

Il s'agit de la gare routière, de la rue du nouveau grand marché et des ouvrages d'art et hydraulique réalisés dans le cadre du Programme d'Aménagement Urbain au Togo (PAUT).

Ce programme est financé par l'Union européenne à hauteur de 21,12 millions d'Euros (plus de 13,906 milliards de F.CFA) sous forme de dons au titre du 9e et du 10e FED

L'objectif global de ce Projet est de réduire la pauvreté à travers l'amélioration significative du niveau de vie des populations, le développement des activités économiques, l'amélioration des conditions sanitaires par l'élimination des eaux stagnantes, l'accès des populations aux services publics et à l'accroissement des investissements des zones urbaines concernées par le Projet.

Le PAUT a permis la construction ou la réhabilitation des ouvrages hydrauliques de lutte contre les inondations et la rénovation des voiries urbaines à Lomé et dans dix villes de l'intérieur du Togo : Dapaong, Niamtougou, Kara, Bafilo, Sokodé, Sotouboua, Blitta, Atakpamé, Notsé et Kpalimé.

Zozo

SOCIAL/ LA STT SURFE SUR LA HAUSSE DU PRIX DE L'ESSENCE



Nadou Lawson, Coord. STT lors de l'AG

La Synergie des travailleurs du Togo (STT), groupement de syndicats de fonctionnaires, a demandé vendredi dernier au gouvernement de prendre des mesures pour préserver le pouvoir d'achat des salariés après l'augmentation du prix des produits pétroliers.

La coordinatrice de la STT, Lawson Nadou, a affirmé que cette hausse 'remettait tous les acquis en jeu'. Réaction sans doute un peu excessive et argument syndical pour tenir les troupes en haleine.

STT : BILAN MITIGÉ

La Synergie des travailleurs du Togo (STT), un groupement de syndicats de base, a fêté mardi dernier son premier anniversaire. Bilan en demi-teinte pour ses animateurs : des avancées ont été obtenues en faveur des fonctionnaires, mais l'ensemble des revendications n'ont pu être satisfaites. 'La nouvelle dynamique a bouleversé le monde syndical. Même si tous les objectifs n'ont pas été atteints, les lignes ont bougé', a expliqué Nadou Lawson (photo), la coordinatrice générale. Elle a appelé à un Togo prospère et meilleur.

La STT est née quelques semaines après l'adoption par l'Assemblée nationale du statut général de la fonction publique.

TECHNOLOGIE ET WEB : W.AFATE PRÉSENTÉE À NEW YORK

Afate Gnikou, à la tête de l'incubateur WoeLab, est le concepteur d'une imprimante 3D fabriquée à partir de déchets informatiques. Son ambition est de construire l'imprimante 3D du pauvre, écologique et démocratique, made in Africa. Le projet dénommé W.Afate, consiste à récupérer les débris informatiques, de les assembler pour en faire une imprimante 3D baptisée 'W.Afate 3D Printer'. W.Afate est la composition de "W" pour WoeLab et Afate nom de l'auteur.

Ideé ingénieuse qui sera présentée en février prochain à New York lors du Salon 3D printshow.

L'impression 3D permet de produire un objet réel : un opérateur dessine l'objet sur un écran. Le fichier est ensuite envoyé vers une imprimante spécifique qui le découpe en tranches et dépose ou solidifie de la matière couche par couche pour obtenir la pièce finale. L'empilement des couches crée le volume. L'imprimante traite différents types de supports, bois, plastique, métal.

Les applications vont de l'industrie à la production de voitures, d'avions, de biens de consommation - à la visualisation de projets, de vérification d'ergonomie pour l'architecture ou les études de design. D'abord technologie haut de gamme, l'imprimante 3D tend à devenir de plus en plus accessible dans son utilisation. Les prix sont également à la baisse.

PROJECTEUR SUR LE DEVELOPPEMENT A LA BASE

Suite de la page 4

intensité de main d'œuvre et d'améliorer l'accès à la scolarité des enfants des communautés pauvres à travers le développement des cantine scolaires.

Les principaux résultats enregistrés par le programme en 2013 sont les suivants : 205 microprojets financés dans toutes les régions au profit des communautés rurales, par les AGAIB.

7- Programme de Promotion du Volontariat National (PROVONAT)

Le but de ce programme est de promouvoir l'engagement volontaire des jeunes diplômés et primo-demandeur d'emploi dans des actions de développement socio-économiques. De façon spécifique, il s'agit de :

- Mettre en place un mécanisme de mobilisation et de valorisation sociale des ressources humaines disponibles dans le pays ;

- Opérationnaliser un mécanisme de mobilisation effective et de rentabilisation sociale de ressources humaines, à travers le volontariat ;

8- Le projet de Plantes à Racines et Tubercules

Ce projet a pour objectif l'accroissement des revenus des jeunes et groupes vulnérables à travers la valorisation des plantes à racines et tubercules (PRT)

Spécifiquement il s'agit de :

- Faciliter l'accès des groupements au microcrédit ;

- Contribuer à la création d'emplois ruraux ;

- Développer une chaîne de valeur

autour des plantes à racines et tubercules assurer la commercialisation des produits issus de la transformation des plantes à racines et tubercules.

9- Résultats sectoriels obtenus pour l'année 2013

Les interventions du ministère à travers les différents projet et programmes ont permis au cours de l'année, de renforcer les capacités techniques et financières des communautés et organisations à la base, de créer des emplois ruraux et d'améliorer le taux de couverture en infrastructures socio-économiques et communautaires. Ainsi pour le compte de l'année :

- 150 comités de développement ont été accompagnés et restructurés ;

- 545 groupements ont bénéficié de renforcement de leurs capacités techniques et organisationnelles ;

- 4204 groupements soutenus pour l'accès aux microcrédits

- 7 infrastructures de soutien à la production des groupements construites ;

- 20 nouvelles plateformes installées et fonctionnelles au profit de 20 groupements féminins ;

- 142 infrastructures socio collectives construites ;

Dans le cadre de la promotion de la jeunesse les initiatives du ministère ont permis de contribuer un fois encore à améliorer l'employabilité des jeunes, renforcer leur capacités à l'auto emploi et relevé leur niveau de citoyenneté. Globalement les cibles sectorielles ci-dessous ont été atteintes :

- les capacités de 1500 jeunes porteurs d'idées d'entreprises ont été ren-

forcées.

- 586 jeunes accompagnés pour la mobilisation des ressources en vue du financement de leurs plans d'affaires ;

- 27 jeunes entrepreneurs ruraux appuyés en équipement divers ;

- 1500 nouveaux volontaires mobilisés et déployés.

Des efforts ont de même été faits dans le cadre de la promotion de l'artisanat. Ces efforts sont relatifs à la poursuite de l'amélioration de son cadre institutionnel marqué par la mise en application de son code et l'amélioration des conditions de l'exercice de métier d'artisan avec le renforcement des capacités managériales et l'appui matériel à 1505 jeunes artisans.

10-Perspectives pour 2014

Pour le compte de l'année 2014 le ministère ouvrira de nouveaux chantiers et poursuivra la mise en œuvre de ces différents programme et projets. Il s'agit principalement :

1. Du lancement et l'opérationnalisation du Fonds national de la Finance inclusive (FNFI)

2. De la mise en œuvre du PSNEJ à travers l'opérationnalisation de la stratégie de mobilisation des ressources pour le financement du programme emploi jeunes (PEJ) ;

3. De la poursuite de mise en œuvre du :

- ¢ Projet de soutien aux microprojets communautaires (PSMICO)

- ¢ Programme de développement des plateformes multifonctionnelles

- ¢ Programme d'appui au développement à la base (PRADEB)

POLITIQUE /Patrick Lawson donne un ultimatum au Gouvernement :

"Il faut que les élections locales se tiennent d'ici fin juin"

Suite de la page 3

gnant que le processus doit se dérouler de "manière prudente, concertée, mais de façon résolue".

"Naturellement, dans l'agenda politique nationale, les élections locales et la décentralisation font partie des défis majeurs que nous devons relever. Il s'agit ici de tout mettre en œuvre pour asseoir la démocratie de proximité sur une base pérenne. Les élections locales

et la décentralisation nous ouvriront, j'en suis sûr, de nouvelles perspectives", avait précisé le chef de l'Etat dans son message de vœux du nouvel An.

"Nous devons toutefois, avancer de manière prudente, concertée, mais de façon résolue. Pour sa part, le gouvernement a engagé les concertations avec les partis politiques. Les organisations de la société civile et les autres acteurs

concernés, ont également été consultés en vue de parvenir à une feuille de route consensuelle de la décentralisation au Togo", avait-il souligné.

Le ministre de l'administration territoriale Gilbert Bawara a rencontré récemment les responsables de certains partis politiques et de la société civile, concertations qui se situent dans le cadre de ces élections locales.

ZOZO

ECONOMIE/LA CÉDÉAO
ÉTOFFE SON MANAGE-
MENT

Les chefs d'Etat des pays membres de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ont décidé de doper le fonctionnement de l'organisation en recrutant 7 nouveaux commissaires, 2 directeurs généraux et un contrôleur financier.

Depuis mercredi, le ministre togolais de l'Economie et des Finances, Adji Otéth Ayassor, se trouve à Abidjan où il préside le comité ministériel ad hoc de sélection. 8 commissaires sont déjà en fonction. Le choix porte donc sur 7 nouveaux titulaires ; chaque pays membre aura un représentant.

M. Ayassor et ses collègues ont examiné les candidatures - 3 par pays - pour les postes de commissaires et de directeurs généraux et pour celui de contrôleur financier.

Le choix final devrait être connu dans les jours qui viennent.

Les 7 postes créés sont déclinés par thématique : administration et conférences, éducation, secteur privé, télécommunications, énergie et mine, notamment.

* Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo.

DIPLOMATIE/SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE ET INSÉ-
CURITÉ RÉGIONALE

Robert Dussey, ministre des Affaires Etrangères

Le ministre togolais des affaires étrangères, Robert Dussey, participe à partir de mardi à Addis Abeba à la conférence ministérielle préparatoire du 22e sommet de l'Union Africaine (UA) qui se déroulera dans la capitale éthiopienne les 30 et 31 janvier prochains.

Le thème de la sécurité alimentaire a été retenu par les organisateurs, mais c'est encore une fois celui de l'insécurité en Afrique qui devrait monopoliser les discussions avec la situation en Centrafrique, au Mali et en RDC.

S'agissant de l'agriculture, plusieurs Etats africains ont réalisé des progrès significatifs dans la lutte contre les défis de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté extrême, et il est communément admis que l'amélioration des performances de l'agriculture contribue positivement à la réalisation de la croissance en faveur des couches vulnérables. A cet égard, les performances réalisées par le Togo sont notables. Elles ont d'ailleurs été saluées par la FAO.

En juin dernier 2013, l'organisation onusienne avait récompensé le Togo pour être parvenu à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim sur son territoire, bien avant l'échéance de 2015 fixée par les objectifs internationaux (OMD

Le Président Faure offre des matériels d'intervention et de secours à la caserne des sapeurs-pompiers de Kara

LA CASERNE des sapeurs-pompiers de Kara a bénéficié vendredi dernier, d'un don de matériels d'incendie d'intervention et de secours, offerts par le chef de l'Etat Faure Gnassingbé.

Les matériels et équipements composés de deux camions d'intervention et de deux véhicules de secours, ont été remis au préfet de la Kozah, Col. Bakali Hèmu Badibawu, par le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, Yark Damehame.

Ces camions citernes de lutte contre l'incendie - de cinq milles et dix mille litres et de secours dont l'une est médicalisée - permettront de renforcer les capacités de réaction des sapeurs-pompiers face aux incendies et aux accidents de la route.



Les quatre camions offerts à la caserne des sapeurs-pompiers de Kara

Ces matériels adéquats d'intervention en cas d'incendie, qui serviront de Dapaong à Blitta, permettront aux sapeurs-pompiers de réagir promptement lorsqu'un sinistre sera constaté dans la partie septentrionale du pays et ceci en prélu-

de au projet qui vise à ouvrir des vraies casernes de sapeurs-pompiers, dans chaque chef-lieu de région.

Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, a indiqué qu'aujourd'hui, les sapeurs-pompiers de

Kara sont suffisamment équipés pour être efficaces sur le terrain et en cas de sinistre.

Il a remercié le chef de l'Etat pour ce don qui permettra de faire face aux éventuels accidents de circulation et des incendies qui surviendraient dans la partie septentrionale du pays.

Le chef des corps des sapeurs-pompiers, Lt-col Agoro a rappelé qu'il est mis en place dans chaque chef-lieu de région, des Postes de Secours Régionaux (PSR), constitués pour l'instant d'un échantillon de personnel et de matériels de premiers secours.

Il a rappelé aux collectivités locales, les rôles qu'elles auront à jouer pour accompagner les actions du gouvernement en termes de sécurité civile.

Le chef corps des sapeurs-pompiers a rassuré la population qu'avec ce matériel, ils s'engagent à leur rendre un secours précieux et s'est dit persuadé que les populations et les bonnes volontés sauront accompagner le gouvernement le moment venu pour faire de cette caserne, un centre modèle de secours.

Auparavant, le préfet Bakali a indiqué que ce matériel vient à point nommé renforcer cette caserne des sapeurs-pompiers dans sa mission permanente de secours en temps réel, tout cas de catastrophes, de sinistre ou d'accident.

Il a invité d'autres bonnes volontés à emboîter le pas du chef de l'Etat, afin de renforcer les capacités d'intervention des sapeurs-pompiers au profit des populations des villes et campagnes.

Affrontements entre Peulhs et populations à Wahala :

150 Peulhs déplacés, 02 morts et 05 blessés

DEUX PERSONNES ont été tuées et 5 autres blessées dans des affrontements entre peulhs et populations de Wahala, selon le ministère de la sécurité.

Les affrontements ont éclaté, suite à la découverte tôt mercredi (3 heures GMT) par les populations locales d'une femme grièvement blessée à coup de machette par un inconnu, acte attribué aux peulhs.

"Alertées, les populations locales ont très rapidement porté leur suspicion sur les peulhs nomades, et en guise de vengeance, les villageois se

sont spontanément organisés pour s'attaquer à la communauté des peulhs nomades et sédentaires, ainsi qu'à leurs troupeaux dans trois localités", souligne un communiqué du ministère de la sécurité.

Ces affrontements ont fait 2 morts et 5 blessés dont 2 dans le rang de la population locale. 16 bœufs appartenant aux peulhs ont été tués. Quelques 150 peulhs dont 75 enfants et 4 femmes, se sont déplacés à la brigade de gendarmerie de Wahala.

Le ministère de la sécurité appelle les populations de la localité au

calme et leur recommande "d'éviter toute forme de vengeance". Il les invite également "à faire confiance aux institutions étatiques pour le règlement de leurs différends".

Ces genres d'affrontements sont récurrents ces dernières années dans certaines localités entre populations autochtones et peulhs nomades.

En décembre dernier, des affrontements entre les paysans Moba et les Peulhs transhumants dans le Canton de Borgou (nord) - préfecture de Kpendjal - avaient fait six morts et six blessés.

Invité de la semaine: Les 9 vérités de Nicolas Lawson

"Nous voulons qu'on parle aux Togolais de ce qui les préoccupe d'abord et finalement on nous parle de locales, de présidentielle ... c'est malsain et diabolique !"

Monsieur Nicolas Lawson, bonjour !

Bonjour !

Au PRR, comment pensez-vous 2014 pour qu'elle soit meilleure à 2013 pour le Togolais ?

Non, c'est notre souhait et notre rêve que 2014 soit meilleure. Maintenant, le déterminisme, ce n'est pas nous. C'est l'éternel créateur et c'est l'immense majorité des Togolais dans leurs attitudes, dans leurs comportements, que nous verrons si 2014 doit être meilleure ou pas. Mais notre souhait à nous, c'est que 2014 soit une meilleure année par rapport à 2013. Et nous croyons fermement et nous invitons les Togolais à pouvoir avoir une attitude mentale positive, et à souhaiter le bien pour eux-mêmes, pour leurs familles, pour leurs compatriotes et pour notre patrie.

Pour qu'elle soit meilleure cette nouvelle année, quelles sont les priorités pour votre parti ?

Il faut absolument que le gouvernement qui est en place comprenne qu'en faisant un budget de 832,7 milliards, il ne doit pas destiner à la masse salariale, que 153 milliards soit 18,3%, ce qui est loin des dispositions de l'UEMOA. Il faut au moins 35% du

budget pour payer la masse salariale et donner ainsi un souffle à la consommation, un souffle donc à l'activité commerciale dans le pays, et un souffle aux fonctionnaires qui destinent leurs efforts, leurs intelligences et tout pour travailler pour le bien de cette nation, dont nous souhaitons qu'il y ait, une augmentation cette année de 30% des salaires dans le pays, compte tenue de la situation qui prévaut au niveau du pouvoir d'achat, et c'est seulement sur cette base qu'il peut y avoir une certaine relance, une croissance de l'économie nationale. On ne peut pas utiliser le reste, je veux dire, pratiquement, vous voyez à peu près 82% du budget à ce qu'ils appellent le SCAPE. C'est-à-dire, remboursement des endettements, et des dépenses qui sont des dépenses somptuaires et qui ne font pas profiter directement au peuple togolais.

Mais si on ne rembourse pas aussi les dettes, le développement dont vous parlez n'arrivera ?

Écoutez ! il y a eu un endettement effréné, et qui a servi à la surfacturation pour certaines entreprises étrangères, et je veux parler notamment du troisième quai, estimé à trois cent milliards. Mais vous avez entendu que tout un port coûte deux cent quarante

deux milliards à crédit. Vous savez que le quai et la modernisation du port de Dakar, c'est pratiquement soixante quatre milliards. Donc, pourquoi le notre doit coûter trois cent milliards. Donc, vous voyez qu'il y a de la surfacturation, un endettement injustifié et il faut payer cet endettement là, et c'est à ça que le gouvernement se livre pour positionner les Togolais pour payer cela.

Et vous voyez également que les télécommunications sont les plus chers au Togo que dans tous les autres pays de notre sous-région ! Et dans le même temps, ces sociétés là de télécommunication ne payent pas d'impôts, suffisamment de taxes à l'Etat, pour que l'Etat dispose de moyens pour sa modernisation et tout. Vous voyez comment fonctionne l'internet dans le pays, malgré que le Téléphone coûte plus de 2,5 fois au Togo qu'au Bénin par exemple. Notre système de télécommunication est aussi défaillant, et tout cela prouve à suffisance qu'il y a une déficience chronique dans la gouvernance dans le pays.

Vous savez également que ce gouvernement use de vieilles méthodes qui consistaient donc à donner des médailles à notre Chef de l'Etat en se moquant de lui et en payant des rede-

vances pour cela, et qu'après la réalité nous rattrape et qu'on nous dise que maintenant après la médaille délivrée par la FAO au Chef de l'Etat, c'est maintenant notre gouvernement qui présente une ardoise de déficit céréalier de plus de quarante six mille tonnes, et donc, il y a recours à une assistance de la FAO de deux cent trente cinq millions pour faire face à ces difficultés. Donc, tout cela, c'est de l'imposture, tout cela est dangereux et mauvais. Et c'est là où tout ceux qui sont là à nous faire croire que ce gouvernement réalise les grands travaux et tout ça, c'est de la mystification, c'est de la poudre aux yeux.

On endette massivement ce pays, et je l'ai dit, en moins de huit ans, ils ont déjà plus de mille cent cinquante milliards d'endettement. Et les travaux qui sont en cours, qui ne sont pas terminés, il faut de l'argent pour pouvoir les terminer, donc, c'est pour ça qu'ils veulent pensionner à nouveau les Togolais, par les droits de douane, les taxes, les impôts et autres pour faire face à cette réalité là, et c'est ce qu'ils appellent le SCAPE. Après avoir venté l'histoire de DSRP 1, DSRP 2, ils ont trouvé la nouvelle appellation qu'ils appellent SCAPE et c'est à ça qu'ils destinent la plus grande part du

Suite à la page 7

SPORTS / Football CHAN 2014 :

LE NIGERIA, LE ZIMBABWE, LA LYBIE ET LE GHANA SE QUALIFIENT POUR LES 1/2 FINALES

LES DEMI-FINALES du CHAN 2014 opposeront le Zimbabwe à la Libye, puis le Ghana au Nigeria, le 29 janvier à Bloemfontein. Ces affiches inédites confirment que le Championnat d'Afrique des nations est décidément une compétition aux multiples facettes.

Le CHAN qui se déroule en Afrique du sud au pays de Nelson Mandela bat son plein avec son lot de surprise après les phases de poules qui a vu la qualification des grands ténors du football africain version locale. Les 1/4 de finales qui se sont déroulés Samedi et dimanche derniers ont proposé des affiches alléchantes qui avaient des allures de finale avant la

lettre.

MAROC - NIGERIA

Cette affiche entre les Lions de l'Atlas et les Supers Eagles du Nigeria avait tenu toutes ses promesses. Beaucoup d'observateurs voyaient cette rencontre comme un match piège pour le Nigeria qui s'est sorti de matches de poules avec beaucoup de difficulté et ils n'avaient pas tort puisque les Supers Eagles ont perdu de leur envol en première mi-temps où ils étaient menés 3 - 0 avant de rentrer aux vestiaires.

Mais nul ne sait pas par quelle magie Stephen Keshi a pu remobiliser sa troupe et leur donner cette force de caractère pour revenir à 3-3 et l'em-

porter finalement dans les prolongations grâce à l'abnégation des protégés de Stephen Keshi qui y ont cru jusqu'au bout. (3-4)

MALI - ZIMBABWE

Maliens et Zimbabwéens se sont neutralisés dans un match au goût épique qui a finalement tourné en faveur des Warriors du Zimbabwe. Le Mali est éliminé samedi soir en quart de finale du Championnat d'Afrique des nations 2014, après son revers face au Zimbabwe (2-0).

GABON - LYBIE

La Libye s'est qualifiée pour les demi-finales du CHAN 2014 ce dimanche à Polokwane en venant à

bout des panthères du Gabon. A égalité après 120 minutes de jeu (1-1), les Libyens ont eu la victoire grâce à la bonne forme de leur gardien pour venir à bout des panthères décevantes. (4-2).

GHANA - RD CONGO

L'équipe de la RD Congo a été éliminée en quarts de finale du Championnat d'Afrique des nations (CHAN 2014), ce 26 janvier 2014 à Bloemfontein. Les Congolais ont été battus par le Ghana 1-0. En demi-finales, les Ghanéens affronteront les Nigériens, le 29 janvier à Bloemfontein grâce à un penalty transformé par Adusei.

Jacques SOLETE

Invité de la semaine: Les 9 vérités de Nicolas Lawson

" Nous voulons qu'on parle aux Togolais de ce qui les préoccupe d'abord et finalement on nous parle de locales, de présidentielle ... c'est malsain et diabolique ! "

Suite de la page 6

revenu que les Togolais procurent à l'Etat pour payer des dettes injustifiées et puis des travaux qui ne sont pas à la hauteur de notre souhait et de notre ambition.

Dans les vœux, tous les grands partis politiques ont parlé en ce début d'année de la nécessité de préparer 2015 dès maintenant. On a parlé de l'union de l'opposition, de la nécessité d'organiser des élections locales, et le chef de l'Etat a souhaité que cette démarche se fasse dans la prudence mais avec sérénité. Votre avis général ?

Vous savez, les lignes sont tous branchées sur des élections et sur la politique politicienne, et ils agitent les Togolais, ils trompent les Togolais. Ils ont égaré les Togolais depuis pratiquement vingt quatre ans, depuis qu'ils prétendent qu'il y a la démocratie, droit de l'Homme tout ça, au Togo. Ils oublient l'essentiel. L'essentiel c'est le développement. L'essentiel, c'est la croissance de ce pays, et de l'économie dans ce pays et tout, et les gens ne veulent pas en parler. Les gens préfèrent se quereller, se disputer sur des échéances électorales et politiques. Non ! C'est malheureux, c'est triste. C'est pour ça que le PRR n'a plus envie de jouer à ce jeu malsain.

Le PRR n'ira pas à la présidentielle et aux locales ?

Nous voulons d'abord que ceux qui doivent aller voter, mangent à leur faim, mangent trois fois par jour. Nous voulons d'abord que nous puissions assainir le cadre économique et social dans le pays, et que, après avoir assaini ce cadre là, donner aux Togolais, les moyens de leur dignité et de leur vie, qu'ils puissent se déterminer demain en toute connaissance de cause. Pas pour se disputer et puis après les uns prennent les moyens de l'Etat pour aller acheter les consciences, pour frauder et les autres prennent quelques miettes pour jouer à des sparing partener misérables et tout, et le résultat est après, la misère, le gémissement des Togolais et tout.

Ce jeu là est malsain et diabolique



Nicolas Lawson

et nous ne voulons plus de ce jeu là. Nous voulons qu'on parle aux Togolais de ce qui les intéresse, de ce qui les préoccupe d'abord. Et ce qui est prioritaire aujourd'hui, ce sont des salaires convenables, des conditions de vie qui permettent aux Togolais de sortir de cette situation qui rend les gens malades, hypertendus et tout le reste, et finalement on nous parle de locales, on nous parle de présidentielle et c'est ça qui va régler le problème ?

Mais des élections locales peuvent être un élément moteur dans le développement d'un pays ! On connaît la valeur de la décentralisation dans une nation, M. Lawson...

Vous savez, je suis quand même étonné que depuis que je parle de cette histoire, ça n'intéresse pas les gens. Je dis qu'il faut donner une dotation financière de base de trois milliards à chaque préfecture, pour que les préfectures fassent ce que j'ai appelé le développement à la base, pas cette comédie de cette dame qui est entrain de jouer je ne sais pas à quoi ! Donc, c'est quand on aura donné à nos préfectures et à nos mairies des moyens suffisants, ou au moins assez convenables, qu'on peut dire demain quand quelqu'un est maire, il pourra travailler ainsi de suite.

Entre temps, qui va gérer les trois milliards là, s'il n'y a pas d'élus locaux dignes et respectueux de leurs populations ?

Je dis des préfectures. Et au niveau des préfectures, il va y avoir des commissions pour pouvoir élaborer un certain nombre de projets de dévelop-

pement dans nos préfectures et tout. Et donc, c'est au niveau de l'Etat que ça doit se faire dans un premier lieu. Et après quand on va faire les élections locales, on va transférer cela aux maires. Et les maires auront donc les moyens de leurs politiques. Maintenant, vous allez faire quoi demain quand vous êtes maire à Aného, à Tsévié ? Les misères qu'il y a là, c'est avec ça que vous allez fonctionner. Vous allez servir à quoi ? Non !

Les gens veulent tout simplement eux aussi qu'on les appelle maire, député et tout ça, et eux ils trouvent ce qu'il leur faut, mais les populations sont laissées pour compte. Donc, ce jeu là, qui est politicien, qui est malhonnête, auquel se livrent nos politiciens, au niveau du PRR nous n'avons pas la même vision des choses. Nous pensons que les hommes qui doivent pouvoir fonder une démocratie viable, doit être des hommes libres et dignes. Et un homme libre et digne, c'est celui qui subvient à ses besoins convenablement, de façon à ce que, il puisse au moins manger trois fois par jour, il puisse se soigner quand il est malade, se loger dans des conditions convenables, et tout ça là, et avoir un travail dans la dignité. Voilà ce qui est essentiel. C'est ça qui doit avant tout nous préoccuper. Ce n'est pas parce que je vais être maire, parce que je vais être ministre, député ou président, donc je me livre, il faut des élections locales, il faut les présidentielles, il faut un candidat unique et tout ça là.

Depuis, les gens se sont livrés à ce jeu malsain, et on a toujours vu l'échec et le drame que ça a été pour le Togo et pour les Togolais. Donc, nous, nous disons, et je l'avais dit au préalable, qu'il fallait un gouvernement de crise dans lequel on trouve des gens compétents, des patriotes engagés, voulant servir leur pays, utilisant leur esprit, l'intelligence que Dieu nous a donnée pour servir notre pays, servir nos compatriotes et tout. Et les gens ne veulent pas de ça. Les gens veulent leur intérêt personnel, les intérêts de leurs partis politiques, et voilà.

Mais, Monsieur Nicolas Lawson, vous nous surprenez quand vous rejetez l'idée des élections locales. Si on était en train d'appliquer les conclusions du CPDC rénové que vous aviez approuvées, les locales auraient eu lieu depuis. Et ce sera contraire à ce que vous dites ?

Non pas dut tout. Ce que nous avons fait au CPDC rénové qui a été

saboté par le parti au pouvoir et par les soit-disant opposants, parce que ça ne servait aucun de leurs intérêts, ce n'est pas ça. Nous avons dit qu'il fallait coupler les législatives en même temps avec les locales. Et cela devait se faire dans un cadre où se serait supervisé, parce que, ils sont tous des mendiants et ils ne peuvent rien faire sans l'assistance de l'Union Européenne, s'ils le souhaitaient, que les élections législatives et locales soient couplées et organisées avec la participation de l'Union Européenne et du reste. Nous n'avons jamais dit qu'il fallait faire une élection à part.

Mais cela n'a pas été fait, autant que ça se fasse avant la présidentielle ?

Non, pas du tout ! Pour nous, et je le répète et je suis très sérieux là-dessus, ça ne servira à rien. Parce que, certains croient que quand ils vont gagner dans certaines villes, ils vont empêcher les fraudes. Non ! Les fraudes ne se passent pas comme ça. Les fraudes se passent aujourd'hui, nous le savons, en payant un certain nombre de gens dans les CENI et dans les CELI. Donc, ce n'est pas parce que vous serez maire demain, que vous allez empêcher quelque fraude que ce soit. Et quand vous serez maire demain, et que après deux, trois mois aucune des aspirations de la population locale et tout, ils vont vous renvoyer comme des malpropres aux prochaines élections. Et c'est de ça que le pouvoir rêve. Parce que, quand vous n'aurez pas de moyens en tant que maire, vous ne pourrez rien faire. Et je connais les nôtres. Je les connais, je les fréquente depuis près de trois décennies, je connais leur capacité et tout.

Demain si vous mettez un maire ici à Lomé, comment travailler pour pouvoir mobiliser des ressources, créer des activités productrices de richesses d'emplois et tout, ils ne le savent pas. Ils vont vous dire qu'il y a de l'argent qui rentre et ils vont mieux gérer ça, c'est faux. Totalement faux. L'argent, ça se crée. Et une commune et une préfecture ont la capacité de créer des activités génératrices de richesses et d'emplois. C'est de ça nous devons parler d'abord, avant de parler du reste.

Monsieur Jean Nicolas Lawson, bonne et heureuse année, je vous remercie.

Bonne et heureuse année à vous-même et à tous mes compatriotes, je vous remercie.

Source : | PA-LUNION

Zozo

GROS PLAN SUR LES ELIMINATOIRES DE LA CAN 2015 AU MAROC

Réunie à Cape Town, en Afrique du Sud où se déroule actuellement le CHAN 2014, la Confédération africaine de football a dévoilé le programme des éliminatoires de la CAN 2015, qui va se dérouler au Maroc. Les rencontres vont se dérouler du 5 septembre au 19 novembre 2014, alors que le tirage au sort des groupes aura lieu dès le 24 avril, lors de la réunion du Comité exécutif de la CAF au Caire.

Pour cette CAN 2015, 51 pays vont prendre part aux éliminatoires. Les 21 premières équipes du classement de la CAF seront directement qualifiées pour la phase de groupes. Les 30 autres vont passer par des tours préliminaires entre mai et août 2014. Les sept premiers de ce tour préliminaire accéderont à la phase de groupes. Chaque poule comprendra quatre équipes. Les deux premiers de chaque groupe seront directement qualifiés pour la CAN 2015. Ce qui fera alors 14 équipes. Le Maroc, en sa qualité de pays hôte sera le 15e, alors que le meilleur 3e de tous les 7 groupes viendra compléter le tout pour une compétition à 16 équipes.

Les deux premiers de chaque groupe seront directement qualifiés pour la CAN 2015. Ce qui fera alors 14 équipes. Le Maroc, en sa qualité de pays hôte sera le 15e, alors que le meilleur 3e de tous les 7 groupes viendra compléter le tout pour une compétition à 16 équipes.

DOSSIER TRANSFERT

Le transfert du milieu de terrain



Juan Mata

espagnol Juan Mata de Chelsea à Manchester United pour un montant de 37,1 million de livres (soit 44,7 millions d'euros) a été finalisé samedi après la traditionnelle visite médicale, a annoncé le club mancunien sur son site internet. C'est le deuxième transfert le plus cher de l'histoire du club, qui avait déboursé 48 millions d'euros en 2002 pour le défenseur Rio Ferdinand..

"Aujourd'hui est un jour très heureux... C'est un très grand club et je suis très fier d'en faire partie", a commenté Mata pour manutd.com. "Je suis très content de ce transfert. United est l'endroit parfait pour moi". "C'est un vrai plaisir d'avoir finalisé ce transfert", a réagi l'entraîneur mancunien David Moyes, qui décrit l'Espagnol comme "un des meilleurs meneurs qui soient". Mata devrait faire partie du groupe qui affrontera Cardiff City mardi en Championnat. Yohan Cabaye au PSG ?

Déterminé à s'offrir les services de



Yohan Cabaye pour renforcer son milieu de terrain avant la fin du mercato hivernal, le PSG a vu sa dernière offre (17 millions d'euros) rejetée par Newcastle. Les Magpies exigeraient au moins 25 millions.

A un peu plus de quatre jours de la clôture du mercato, le PSG accélère les négociations avec Newcastle pour attirer le milieu de terrain Yohan Cabaye. Le Français, très en vue en Premier League cette saison avec les Magpies, ne sera toutefois pas libéré aussi facilement par Alan Pardew, le manager du club anglais. Ce dernier a en effet, d'après la BBC, refusé une offre de 17 millions d'euros pour le joueur français.

Mais l'ancien joueur de Lille, qui a quitté le Nord en 2011 pour cinq millions d'euros, serait la grande priorité hivernale du club de la capitale. Une nouvelle offre, sans doute au-delà des 20 millions, sera donc selon toute vraisemblance mise sur la table dans les prochaines heures.

TERRAIN RURAL A VENDRE

Le terrain indiqué se trouve au lieu dit Atchavé (Préfecture de ZIO), sur la route de Gblinvié à moins de 10 km à l'Ouest de Tsévié.

La surface est de cinq (05) hectares à un prix intéressant.

Contacts : 91 91 35 89 ou 97 28 33 70



Agence de distribution de courriers

Lettre- Documents d'Affaires-Colis-Marchandises
 Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure
 (Tous travaux d'impression)
 Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)

A coté du commissariat du 5ème arrondissement
 BP : 5022 Lomé Togo
 Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11
 Fax : +228 22 26 06 02
 Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08
 Email : togoexpress07@yahoo.fr

ACS-BTP (Association des Communicateurs Spécialisés en BTP)

organise

ARCHIBATTOGO

2014

Thème: « La route, l'habitat et le developpement »

Du 08 au 12 Avril 2014

Lieu: Parking du Palais des Congrès de Lomé

Pays Invité d'honneur : La Côte - D'ivoire

Cibles : Architectures - BTP - Banques - Assurances
 Matériaux de Construction - Ameublements

PROGRAMME :

- Expositions
- Ateliers d'échanges
- Découvertes
- Concerts
- Miss Archibat - Togo



Info line: +228 90.36.47.34 / 92.42.51.78 / 98.58.86.84
 Facebook: archibatogo / email: archibatogo@gmail.com

CAFRAM-TOGO

Centre Africain de Formation et de Recherche en Arts et Métiers
 Spécialiste de la Sérigraphie Industrielle
 Marquage et Impression des Supports de communication
 Prestation de service

Contacts : (+228) 90 05 84 20 / 22 37 75 74



YAHVE JIRE SHOP

HIS GRACE MAKE YOU SHINE

Tout pour votre satisfaction!
Un détour s'impose!!!
Adresse : A côté de l'hôtel "Blue Angels",
Agèè-Carcavèli - Lomé

Contacts: 97.12.56.06 / 93.14.37.47 / 93.14.37.36